

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

après la tragédie du président

tragédie de l'état

EDITORIAL

Il y a d'abord la tragédie vécue depuis des mois par un homme, face à la mort qui se hâte. Nul ne peut rien en dire, qui n'affronte pas lui-même l'épreuve d'une fin qui se révèle proche et inexorable.

Il y a aussi la tragédie vécue depuis des mois par l'homme politique qu'était Georges Pompidou, subissant le temps, confronté à l'événement, et impuissant devant les hommes qui se rebellent. On imagine ce que le Président de la République a dû ressentir lorsque son projet de réforme constitutionnelle fut mis en échec, premier signe d'une crise de l'Etat survenant au moment même où la

France était aux prises avec des problèmes cruciaux. Et l'on devine son angoisse, lorsqu'il a su qu'il ne pourrait même pas marquer une préférence pour un successeur éventuel, à cause de la mort qui survint encore plus tôt que prévu.

Car la nature du pouvoir est telle que les menaces qui pèsent sur la continuité de l'Etat ne peuvent être diminuées que dans la mesure où celui qui quitte le pouvoir indique son choix pour l'avenir. Car la personnalisation du pouvoir et le poids de l'Exécutif sont tels depuis 1958 que toute vacance imprévue et impréparée risque de plonger la nation

dans une crise mortelle. On constate ainsi que la constitution de l'Etat ne s'accommode pas des demi-mesures, des compromis, des garde-fou juridiques sur quoi elle est fondée depuis seize années.

Aussi sommes-nous en train de vivre la fin d'un grand rêve, qui consistait à vouloir restaurer l'Etat en conservant la République. Les hommes, et d'abord le Général de Gaulle, mais aussi la chance, ont pu nourrir pendant des années la conviction que ce rêve était devenu réalité. Et voici qu'aujourd'hui tout s'effondre.

(Suite p. 3.)

tragédie de l'état

réactions étrangères

● Moscou pour Chaban.

Washington pour Mitterrand.

Le Tiers Monde pour Jobert.

Pour la majorité des chefs d'Etat présents samedi à Notre-Dame, l'un des principaux mérites de Georges Pompidou est d'avoir pu assurer, tant bien que mal, pendant cinq ans la survie du système politique légué par son inspirateur. Mais de l'avis de ces chefs d'Etat, le second Président de la V^e République n'a fait que retarder la fin du gaullisme, de telle sorte que la mort de l'un coïncide avec la désagrégation de l'autre. Réjouissante pour certains, redoutable pour d'autres, cette constatation amène les gouvernants étrangers à se poser, à l'instar des politiciens français, la difficile question de la succession.

Des appréciations données dans les différentes capitales, il ressort un paradoxe qui ne laissera pas d'étonner. Tandis que les dirigeants moscovites semblent souhaiter une victoire de la majorité, et plus précisément d'un gaulliste « orthodoxe », les Américains verraient sans déplaisir l'élection d'un Mitterrand atlantiste au nom de l'Union de la Gauche et donc... des communistes ! Préférence de Moscou pour le candidat de la bourgeoisie, préférence de Washington pour le candidat des communistes, Lénine doit se retourner dans son mausolée !

A L'EST, RIEN DE NOUVEAU

A Moscou, l'attitude n'a pas changé depuis les élections présidentielles de 65. Bien sûr, la *Pravda* consacrera quelques lignes aux réunions publiques organisées durant la campagne électorale par les forces de gauche : peut-être même ira-t-on jusqu'à exalter les vertus du Programme commun. Mais les dirigeants soviétiques, on le sait, préconisent la victoire d'un

gaulliste plus que celle de Mitterrand, soit qu'ils pensent l'élection de ce dernier peu probable, soit qu'ils la jugent peu souhaitable. Qu'a donc à gagner l'U.R.S.S. d'une victoire de la gauche ? Au mieux, une France troublée par les querelles inévitables en matière de politique internationale entre communistes et socialistes au lendemain de la victoire, une France affaiblie devant la pression américaine particulièrement forte en cette époque marquée par différentes crises : OTAN, énergie... Au pire, les Soviétiques redoutent que M. Mitterrand — peu apprécié au Kremlin — ne parvienne à écarter l'influence des communistes en matière de politique internationale, ce qui signifierait une redéfinition trop pro-américaine de la diplomatie française. Pour ces mêmes raisons, les dirigeants moscovites n'envisagent pas sans crainte l'élection d'un membre de la majorité qui ne s'inscrirait pas dans la tradition pompidolienne, ou même que cette élection ne soit possible que grâce à l'appui des réformateurs qui auraient alors leur mot à dire dans la politique extérieure du gouvernement.

Non pas que Moscou n'ait que des raisons de louer la diplomatie française de ces derniers mois ! Tant en ce qui concerne la sécurité collective européenne, le désarmement, que le rapprochement soviéto-américain, la France n'a pas été le soutien facile que l'on espérait trouver. Au contraire, le Kremlin a pu déplorer le peu d'empressement que mettait la France à soutenir certains projets auxquels tenait particulièrement M. Brejnev. Mais au moins se console-t-on à la pensée que M. Jobert n'a pas été tendre pour les Américains. Ce choix soviétique pour un candidat de tradition gaulliste appelle une autre réflexion. C'est que, de plus en plus, se trouve accusée la contradiction entre les intérêts de grande puissance de l'Union soviétique et les intérêts idéologiques de la doctrine dont elle se réclame. Les dirigeants russes ont choisi de privilégier le premier aspect. Ce n'est donc pas sans un certain malaise que les responsables du P.C.F. accueillent cette attitude un peu trop gaulliste à leur goût, et voient ainsi dédaigner leur programme d'union avec les socialistes.

Les raisons qui président à la préférence de Moscou se retrouvent, à des degrés différents, dans les autres capitales d'Europe de l'Est. Notons ainsi que la Roumanie et la Yougoslavie, désireuses de maintenir ou de recouvrer leur indépendance nationale, ont toujours voulu trouver dans l'orientation de la diplomatie française un soutien et un exemple.

WASHINGTON... OUF !

Du côté américain, le raisonnement est inverse. Pour Nixon qui se demandait comment se débarrasser du gênant Jobert, et de sa politique d'empêchement de dominer en rond, l'occasion est inespérée. Bien sûr, on n'émet encore à Washington aucun commentaire en faveur de tel ou tel candidat. Qu'il s'agisse de Chaban, de Giscard ou même de Mitterrand, dont l'alliance avec les communistes aura vraisemblablement pour effet de donner en contrepartie un coup de barre à droite en matière de diplomatie, le nouveau président sera plus « coulant » envers les Américains que ne le fut Pompidou. Cela permettra aux Américains de réaffirmer leur domination sur le monde occidental, sans que le trublion Jobert leur mette des bâtons dans les roues.

Toujours pour ces raisons, les gouvernements européens soutenant la politique de Washington ne peuvent que gagner à ces nouvelles élections, quelle qu'en soit l'issue.

TIERS-MONDE : INQUIETUDES

Intérêts différents, appréciations différentes. Les pays du tiers-monde considèrent avec inquiétude ces élections dont il ne peut rien sortir de bon : entendons par là une rentrée de la France dans le giron américain. Quel que soit leur continent d'origine, la majorité des pays en voie de développement estime que la diplomatie française sera moins fondée sur l'axiome d'indépendance nationale qu'elle ne l'était auparavant. Dans ce monde en proie à la rivalité des deux super-grands, la France jouissait d'un capital de sympathie non négligeable et pouvait jouer un rôle de premier ordre dans l'arène internationale.

A Pékin, les craintes sont identiques quoique l'on attende du nouveau président qu'il accélère le processus d'unification européenne, mais d'une Europe indépendante des deux blocs, contre lesquels elle entrerait en rivalité.

Force est de constater que ceux qui nous veulent puissants ne sont pas ceux que les schémas primaires désignent traditionnellement. Par contre, pays du tiers-monde, pays de l'Est, petites et moyennes nations ont besoin d'une France forte dont la politique exemplaire et le soutien leur permettrait d'échapper à l'emprise politique, économique et militaire des super-grands.

Youri ALEXANDROV

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris

l'état aux enchères

Mais qu'on ne nous prête pas la joie mauvaise des Cassandre. Car la crise qui frappe brutalement l'Etat menace l'existence de la nation et engage l'avenir des citoyens : depuis l'automne, on savait la nécessité de rompre avec la quiète gestion d'une société industrielle désormais condamnée. Depuis l'automne, et à la faveur de la crise de l'énergie, on savait la France placée devant le choix crucial entre l'indépendance et la soumission à l'hégémonie américaine. Et si, sur le plan économique, la France ne semblait pas prête à sortir des ornières d'une timide politique à courte vue, l'esprit de résistance et les méthodes d'un jeu diplomatique indépendant semblaient enfin l'emporter, comme nous le constations dans notre dernier éditorial. Et voici qu'aujourd'hui tout est remis en question, du fait de la vacance du pouvoir et de sa mise aux enchères.

Sans doute M. Poher est-il revenu s'installer à l'Elysée, ombre falote, lugubre fantôme qui flottera un instant sur les palais officiels avant de retourner à son néant. Sans doute y a-t-il toujours un gouvernement, maître d'un appareil administratif, et fondé à assurer la bonne marche des affaires. Mais son chef n'est plus qu'un homme de parti entièrement au service du candidat qu'il s'est choisi, tandis que son gouvernement s'est mué en simple comité électoral. Sans doute y a-t-il un Parlement, qui ne peut rien faire, en attendant peut-être de redevenir un élément essentiel de la crise politique au lendemain du second tour.

Ainsi disparaît l'Etat, plus que jamais instrument des clans, et mis aux enchères depuis le soir du 2 avril : osera-t-on encore parler d'indépendance du pouvoir, de primauté de l'intérêt général, de stabilité et de continuité devant le spectacle affligeant qu'offre la classe politique depuis la disparition du Président de la République ?

Voici la « continuité » tout entière soumise aux hasards d'une élection, ainsi qu'aux marchandages et aux basses manœuvres qui la précèdent. Voici l'indépendance nécessaire de l'Etat aliénée aux partis (car il faut donner des gages), aliénée aux groupes privés (car il faut satisfaire des intérêts) et peut-être même aliénée à certaines puissances étrangères qui ne se contenteront pas de formuler des vœux pieux pour le succès de tel ou tel candidat. Ne dit-on pas que les Etats-Unis trouvent dans la campagne électorale une occasion rêvée de soumettre la France ? Et n'a-t-on pas vu M. Nixon profiter des obsèques du Président de la République

pour se livrer dans les rues de Paris à une scandaleuse opération de propagande ? Ainsi voguera le pouvoir de demain, toujours plus soumis aux vieilles lois d'une démocratie qui le vouent à n'être qu'un syndicat d'intérêts ou, pire encore, le fondé de pouvoir d'une puissance étrangère.

Quel crédit en effet accorder aux candidats en présence pour l'instant ? Soumis aux lois d'airain qu'on vient d'évoquer, incapables demain de dominer une mécanique institutionnelle qui risque de devenir folle, ils n'offrent, en eux-mêmes, aucune garantie pour l'avenir.

Aujourd'hui, M. Chaban-Delmas se pose en fidèle gardien de la tradition gaulliste. Mais peut-on oublier qu'il préconisait, il y a quelques mois, la création d'un exécutif européen, et qu'il fut, sous la IV^e République, le plus ferme artisan de l'intégration de la France dans l'O.T.A.N. et dans la « communauté atlantique » ?

Et peut-on attendre quelque chose d'un Edgar Faure qui représente la IV^e République dans ce qu'elle a de plus hideux, ou d'un François Mitterrand, sorte de moderne Machiavel qui, parvenu au pouvoir, pourrait faire la politique d'un Noske ou d'un Jules Moch avant de devenir, comme Guy Mollet, un très honnête gérant du capitalisme et un ami très sûr des Etats-Unis ?

Reste Giscard d'Estaing, aux rassurantes et séduisantes apparences, mais qui incarne en fait l'aspect le plus abominable de la droite et qui apparaît d'ores et déjà comme le meilleur candidat des Américains.

C'est dire que le salut ne viendra pas des princes et des barons de la classe politique, ni d'un système qui vient de révéler son impuissance et sa malfaisance.

Bertrand RENOUVIN

mobilisation du mouvement

appel urgent

DIRECTIVE DE LA DIRECTION GENERALE

Tous les responsables d'unité et tous les cadres du mouvement qui ne l'auraient pas encore fait sont priés de se mettre en rapport de toute urgence avec Y. Aumont en téléphonant à 742-21-93.

La période électorale qui commence est un moment privilégié dans la vie du pays. Pendant un mois et demi, les Français vont être particulièrement sensibilisés par les questions politiques. C'est pour nous une occasion exceptionnelle de développer notre audience par une propagande intensive. Dans les limites actuelles de nos ressources financières, nous ne pouvons faire face à nos besoins. Nous faisons donc appel à nos lecteurs en leur demandant de verser généreusement à notre souscription.

Nous sommes sûrs d'être entendus. D'avance merci.

Envoyez vos dons à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. 642-31 Paris.

Yvan AUMONT

COMMUNIQUE DU COMITE DIRECTEUR

Plusieurs mouvements et responsables royalistes ont exprimé le vœu que soit créé un « comité royaliste » susceptible de réunir l'ensemble des royalistes français et ont demandé que M^e Wagner en prenne la présidence. Pour donner à M^e Wagner la disponibilité nécessaire à cette fonction, le Comité directeur de la N.A.F., en lui exprimant sa gratitude pour son activité jusqu'à ce jour, a donné son accord et participera, bien entendu, aux travaux de ce comité royaliste.

tragédie de l'état

fin de la Ve...

● L'élection présidentielle va marquer le déclin ou la mort des institutions de la V^e République.

La mort tragique du Président Pompidou déchaîne à nouveau les passions électorales. Mais elle pourrait bien également marquer la crise mortelle ou le déclin des institutions de la V^e République.

DU PRINCIPAT PRESIDENTIEL...

En 1958, le général de Gaulle s'était juré de mettre fin à l'instabilité des III^e et IV^e Républiques, à l'effacement voire à l'humiliation du Pouvoir exécutif qui les caractérisaient. Mais cet ennemi du parlementarisme ne pouvait prendre le risque de s'aliéner les vieux partis de la IV^e République tant qu'il n'avait pas liquidé le problème algérien.

La Constitution de 1958 fut donc un *compromis boiteux*. Le Président était théoriquement confiné dans un rôle d'arbitre tandis que le gouvernement « chargé de déterminer et de conduire la politique de la nation » (article 20) était responsable seulement devant l'Assemblée Nationale qui pouvait le renverser par une motion de censure.

Mais le Président était dans le même temps doté de pouvoirs considérables : droit de dissolution, possibilité d'exercer les pleins pouvoirs en cas de crise grave (article 16), faculté d'organiser des référendums.

Dès 1962, l'Algérie abandonnée, le général de Gaulle engagea la bataille pour rehausser encore la fonction présidentielle. Se servant du référendum dans des conditions constitutionnellement discutables, il fit approuver l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel. Les parlementaires ripostèrent en renversant le premier gouvernement Pompidou. L'Assemblée fut dissoute. Les nouvelles élections donnèrent une large majorité au gouvernement.

Dans la pratique, le Président est, depuis 1962, le chef indiscuté de l'Exécutif. C'est lui qui crée et défait les ministères, nomme et renvoie le Premier ministre. Ce dernier n'a en réalité que les pouvoirs d'un directeur de cabinet du Président. Vient-il à jouer un jeu trop personnel ? Il est renvoyé comme M. Pompidou en 1968, comme M. Chaban-Delmas en 1972.

Parallèlement à cette évolution, les pouvoirs du Parlement ont décliné. L'Assemblée, dominée par l'U.D.R. et ses alliés, s'est bornée à jouer le rôle d'une chambre d'enregistrement. Elle a laissé le pouvoir étendre le domaine réglementaire au détriment du domaine législatif. Cet abaissement de l'Assemblée a été facilité par la personnalité et « l'aura » charismatique du général de Gaulle. Face à lui, les « oui mais... » de M. Giscard d'Estaing ne risquaient guère de remettre en cause la cohésion de la majorité.

Durant le « quinquennat » de M. Pompidou la

solidité de la majorité ne fut pas non plus franchement ébranlée. Le chef de l'Etat avait lui aussi son « aura » d'héritier présomptif du général de Gaulle et l'élection de 1969 ne faisait que confirmer une situation acquise aux yeux des Français (1).

... AU SOCIAL RADICALISME ?

Cependant, en prévision d'une élection que la maladie du chef de l'Etat rendait plus prochaine, les factions de la majorité commençaient à se déchirer. Les débuts de la campagne montrent que les grands fauves du régime s'apprêtent à s'entre-dévorer. On peut parier que demain la candidature Edgar Faure va perturber gravement l'actuelle majorité. De toute manière le candidat majoritaire qui demeurera en lice à l'issue du premier tour devra chercher à donner des gages au centre. Chaban et Edgar Faure, en vieux coursiers élevés dans le sérail radical, s'y emploieront de leur mieux !

Mais ils risquent, pour séduire les réformateurs, de leur proposer une réforme électorale qui rétablirait le scrutin proportionnel, moins défavorable aux petites formations mais qui ne rend possibles que des majorités de coalition, donc précaires. Aussi n'est-il pas exclu que par le biais de la candidature de deux personnages consulaires de la IV^e République, on n'en revienne à l'instabilité parlementaire. Un candidat désireux de séduire le centre pourrait également inscrire à son programme la suppression du droit de dissolution de l'Assemblée par le Président... réclamée encore à cor et à cri voici quinze jours par M. Paillet, vice-président du Centre Démocrate.

COUP DE PRAGUE OU COUP DE SANTIAGO ?

Quant à une victoire de la gauche elle signifierait un blocage définitif ou une liquidation de la V^e République. Il y aurait blocage à partir du moment où M. Mitterrand s'installerait à l'Elysée alors que la Chambre actuelle resterait une majorité « de droite ». M. Mitterrand dissoudrait bien sûr la Chambre, mais rien ne nous dit qu'une victoire de la gauche aux présidentielles serait suivie d'une victoire analogue aux législatives. On peut même très bien imaginer un électoralat séduit par l'image de marque de M. Mitterrand et l'élysant à la faveur des divisions de la majorité... puis votant U.D.R.-Centristes aux législatives pour faire contrepoids à une gauche comprenant le P.C.. De la sorte tout gouvernement de gauche serait rapidement censuré par l'Assemblée.

Ce serait dès lors l'impasse, le Président n'ayant pas le droit de dissoudre à nouveau la

Chambre avant un délai d'un an. Qu'advient-il ? Recours à l'article 16 par M. Mitterrand ? Coup de Prague de la gauche contre l'Assemblée ? Coup de Santiago des éléments durs du gaullisme ? Tout est possible.

Ainsi les mécanismes infernaux contenus dans la Constitution de 1958, dont le fonctionnement a été éludé jusqu'à présent, peuvent jouer à plein demain.

LA MYSTIFICATION DU CONTRAT DE LEGISLATURE

Une autre hypothèse peut maintenant se présenter : la victoire de la gauche aux présidentielles et aux législatives. Dans ce cas, si l'on en croit le Programme commun, les pouvoirs du président seront réduits (suppression de l'article 16, obligation du contreseing des ministres pour la plupart des décisions présidentielles) et ceux du Parlement augmentés. C'est à lui que serait rendu dans la pratique le droit de faire et défaire le gouvernement.

Pour parer à l'instabilité, la gauche propose la conclusion entre les partis au pouvoir d'un contrat de législature. Chaque parti de gauche signe un contrat en début de législature et s'engage à le respecter. En cas de rupture du contrat et de chute du ministère, l'Assemblée serait dissoute.

Fort bien ! Mais rien ne nous garantit qu'il n'y aura pas rupture rapide du contrat entre les partis de gauche à l'occasion d'une crise intérieure provoquée par exemple par l'inflation, ou d'une aggravation de la situation internationale. Connaissant M. Mitterrand et l'état de ses rapports avec les communistes, on ne peut exclure qu'il tente à terme — bien qu'il s'en défende lui aussi — son ouverture au centre. Dès lors on courrait vers la dissolution. Comme de surcroît la gauche a inscrit à son programme le rétablissement du scrutin proportionnel, cela nous promet là encore un retour aux « majorités tournantes » de la IV^e République et une instabilité ministérielle doublée d'une série de dissolutions.

Décidément, les régimes de démocratie formelle et représentative issus de la Révolution ne cessent d'osciller entre trois maux : asservissement de l'Exécutif par le Parlement, caporalisation des Assemblées par le gouvernement, équilibre instable entre les deux pouvoirs, rapidement générateur de conflit. Sachons le rappeler aux Français qui vont assister à la curée de l'Etat par des candidats d'autant plus dangereux qu'ils sont incertains de leurs soutiens.

Arnaud FABRE

(1) Mais non aux yeux du Général de Gaulle qui avait éloigné ce « dauphin » trop entreprenant.

mais quel état ?

● La monarchie, garante de la permanence de l'Etat, pourrait utiliser toutes les volontés françaises en les unissant sur un projet de civilisation.

La monarchie n'est pas une solution toute faite, la monarchie n'est pas un parti. Toute volonté royaliste ne peut être qu'un projet, et tout projet doit s'accepter comme relatif. Il est certain qu'aucun « programme » ne saurait être imposé par avance à la monarchie : elle se définira d'abord en référence aux données sociales et politiques qui la verront naître.

Nous rejetons les « systèmes » et les « programmes ». Nous sommes empiristes. Parce que la monarchie est le minimum d'Etat, mais Etat fort, comme condition de possibilité d'un Bien et des progrès français, nous sommes royalistes.

Au fond, la crise de l'Etat ne sera pas résolue par un changement d'équipe, mais par une remise en cause de la répartition des fonctions et des tâches. L'erreur des uns est de supprimer l'Etat, celle des autres de l'hypertrophier. Nous affirmons bien qu'il faut un Etat : mais quel Etat ?

L'ESSENCE DU POLITIQUE

Pierre Boutang souligne souvent la spécificité de l'Etat en lui attribuant non la technique pure mais le souci de la communauté humaine.

Gérard Leclerc poursuit (N.A.F. 145) : « Entre le manager et le roi, il y a une différence capitale. Le premier est un technicien, souvent compétent et dont la compétence est utile à l'Etat. Le roi n'est pas un technicien pur ; il est d'un autre espace, l'espace de la grande politique, celui de l'arbitrage, donc de la justice. L'objet de son art n'est pas, par exemple, la comptabilité publique, mais la communauté humaine tout entière. Et ici, la notion d'art ou de technique se trouve complètement bouleversée. L'espace de la politique est celui du « souci de la communauté humaine ». Cela est au-dessus de toutes les techniques des managers. »

Il faut donc distinguer deux domaines dans l'Etat : un domaine éminent, siège de la continuité et de l'indépendance politiques, et un domaine pratique formé à partir des compétences techniques pures, par exemple les ministres, réunies et composées au gré des circonstances, sans acception de partis, par le chef de l'Etat.

Alors que se posent aujourd'hui les problèmes de continuité pour la politique énergétique, économique, diplomatique ou sociale, le problème de l'Etat se révèle dans son ampleur. Combattons les replâtrages et en particulier l'erreur qui consisterait à identifier l'Etat et sa politique à une majorité parlementaire. Comme l'a maintes fois répété le comte de Paris, cette erreur bloque la société autour de privilèges jaloux et fait reposer la volonté politique sur une caste, voire une classe politique.

Le roi, par l'avantage de l'hérédité, serait le

siège de la continuité et de la volonté politiques à long terme : Etat éminent qui sauvegarderait l'indépendance de la Justice, liée à l'exercice de l'autorité publique, pour aider les faibles, les oubliés, et châtier les « féodaux » modernes. C'est lui qui assurerait la permanence des grands desseins : diplomatiques (Défense Nationale), économique (planification souple, libertés et pouvoirs régionaux, urbanisme...), ou social (redéfinition de l'entreprise, des pouvoirs des ouvriers et des patrons non plus seulement sur l'organisation du temps de travail, mais aussi sur sa finalité...).

Le Roi pourrait donc assurer par son « souci politique » l'accomplissement empirique du Bien français grâce à celui des fonctions minimales de l'Etat : justice-arbitrage, diplomatie, défense, politique financière et sociale. La continuité et l'indépendance fournies par la succession héréditaire permettraient en outre l'utilisation simultanée de toutes les compétences au service du Bien public et la mise en œuvre des grands desseins qui feront naître la grande politique après tant de « courtes vues ».

Il faut donc un roi. Et l'hérédité n'est que la forme la moins mauvaise de dévolution du pouvoir trouvée dans l'expérience historique de la France. Le général de Gaulle, malgré tous ses espoirs, n'a pu restaurer l'Etat dans sa plénitude, ni le fonder. Le cas de Georges Pompidou, qui n'avait pas l'auréole historique du Général, est encore plus net : aux desseins réalisés par ce dernier (notamment en matière diplomatique), le successeur « gestionnaire » a opposé un constant retrait de ses ambitions, et ce jusqu'à l'incohérence (comparons sa volonté européenne affichée en 1969 à la crise de l'Europe en 1974 ; et que dire de la hâte d'une politique énergétique improvisée au plus fort de la crise pétrolière !).

Partout demeure le grand drame de ne pouvoir concevoir et promouvoir une véritable politique sociale, audacieuse et juste. Car « le phénomène social qui sollicite notre temps » est, disait encore récemment le comte de Paris, « autrement vaste et pressant que celui qui se produisit il y a un siècle et demi » : il ne peut être résolu dans toutes ses implications qu'avec une politique s'étendant sur deux ou trois générations.

Une telle politique suppose de soustraire l'Etat éminent des compétitions, des remises en cause, de l'inaction pré-électorale.

DESETATISER L'ETAT

La décompression de l'Etat a pour premier corollaire l'organisation de la nation. Là se pose l'immense question des libertés : « les libertés ne s'octroient pas, elles se prennent », disait Maurras. Mais si personne ne les prend ? « Désétatiser l'Etat », c'est réaffirmer la néces-

saire distinction entre les organismes de représentation (professionnelle, régionale) et ceux de Gouvernement, entre le Conseil et la décision. Tel est le vrai problème de décentralisation : la vraie liberté est un pouvoir. En contrepartie, c'est rendre nécessaire le « haut arbitre » et « président lointain », le « simple contrôleur » et « suprême conducteur » (1).

Pompidou ne se voyait qu'en gestionnaire, en directeur d'une grande affaire : la France, simplement, était plus grande que la banque Rothschild. Sa grande idée fut l'industrialisation du pays : à sa mort, avant même l'application complète de son plan, nous en éprouvons déjà les désillusions. Même idée pour l'Europe conçue comme une aire économique où s'affrontent des intérêts, et non des plus honnêtes. Il est heureux de voir un Sicco Mansholt s'en rendre compte et s'en émouvoir !

Puisqu'elle n'a pas à redouter d'échéances qui compromettent son existence, la monarchie pourrait par sa stabilité et sa continuité, entamer une politique séculaire, une nouvelle aventure capétienne. En matière d'aménagement du territoire, rompre avec un Paris défiguré et recomposé au gré des ministres et des septennats ; en matière d'indépendance nationale, s'imposer comme interlocuteur compétent grâce à un dessein civilisateur et culturel associé au dynamisme économique, prévoir l'approvisionnement énergétique sans crainte de crise radicale ; en matière de politique sociale, combattre les méfaits d'un capitalisme débridé favoriser de nouveaux rapports sociaux et imposer aux puissants la voix des opprimés ; en matière de diplomatie et de justice internationale prendre à cœur tous les problèmes délaissés pour non-rentabilité comme le Tiers-Monde et les immigrés...

LE ROI FEDERATEUR DES ENERGIES

La monarchie garante de la permanence de l'Etat éminent pourrait utiliser toutes les volontés françaises en les unissant sur un projet de civilisation. Dépassant les problèmes strictement nationaux, elle pourrait dénoncer les injustices et proposer des solutions. Fini le gaspillage des énergies, finies les guerres civiles larvées. Place à la condition du Bien, qui n'est pas la négation des conflits inéluctables mais leur solution.

Enfin le roi fédérateur de la diversité serait la médiation du peuple avec son histoire, ses diversités passées, présentes et futures, c'est-à-dire la condition de sa vie.

Ph. VIMEUX

(1) Votre Bel Aujourd'hui. Ch. Maurras, p. 278.

tragédie de l'état

la puissance et la fragilité

● Un programme économique ambitieux. Une absence de décisions politiques fondamentales.

L'industrialisation fut le grand, le seul dessein de Georges Pompidou. Dès son arrivée à l'Elysée, il s'était présenté comme « le Président-Directeur Général de la France ». Avec pour « priorité des priorités » le doublement de la production industrielle française. Les résultats sont connus : jamais la croissance n'aura été si rapide. De 1962 à 1974, l'indice de la production industrielle a doublé, de vastes regroupements ont permis à notre économie d'affronter la concurrence allemande, japonaise et même américaine : la France est devenue une nation exportatrice. Sa balance extérieure, bénéficiant de la dévaluation d'août 1969, accumulait les excédents. Mais la crise monétaire provoquée par les décisions américaines d'août 1971, la guerre économique larvée, et surtout la révolution qui bouleverse le marché pétrolier ainsi que les problèmes de l'énergie et les données de la communauté économique internationale, ont révélé la fragilité de cet acquis.

La mort du Président de la République laisse en suspens de graves problèmes économiques et sociaux. L'inflation que l'on disait galopante s'est emballée, l'emploi est menacé dans les secteurs les plus divers, le travail dans les grandes entreprises du secteur secondaire ou tertiaire est de plus en plus contesté, la vie quotidienne dans les grandes mégapoles devient de moins en moins supportable. Cette puissance économique, garante de notre indépendance selon M. Pompidou et le grand maître des Finances depuis 1969, M. Giscard d'Estaing, est aujourd'hui remise en cause par la dépendance énergétique, le piège européen et les menaces américaines, l'accumulation multi-sectorielle des investissements étrangers.

LE REVERS DE L'INDUSTRIALISATION

A Strasbourg, en juin 1970, le Président appelait les Français à « faire l'effort nécessaire pour accéder à la véritable puissance économique,

base indispensable du progrès social aussi bien que de notre indépendance ». Quelques mois plus tard, au cours d'une conférence de presse, il ajoutait : « Je dis simplement que notre effort doit porter en priorité sur l'industrialisation », et précisait : « Cela comporte aussi l'acceptation de capitaux étrangers, l'introduction de sociétés étrangères en France... »

Chose dite, chose faite, hélas ! La France est devenue en quelque temps le champ d'action privilégié de firmes anglaises, allemandes ou américaines. Dans l'alimentation, dans la pharmacie, dans l'immobilier, elles se sont taillé la part du lion. On a vu chez Lip comment un trust étranger savait préserver ses propres intérêts au détriment de l'intérêt général. De multiples exemples significatifs pourraient être apportés de cette quasi-dénationalisation de secteurs entiers de notre économie, hypothéquant notre avenir industriel et l'avenir de milliers de travailleurs. L'acceptation totale des dernières conséquences du Traité de Rome, l'accueil sans réserves majeures de capitaux étrangers ont certes permis notre développement industriel à un rythme ignoré jusqu'alors, mais dans le même temps notre pays est devenu extrêmement sensible à toute variation de la conjoncture économique des pays voisins. Si notre dépendance par rapport à l'économie américaine a diminué, elle a été remplacée par une dépendance certaine vis-à-vis des pays de la Communauté Européenne c'est-à-dire, dans une large mesure des firmes multinationales d'origine américaine.

UNE PUISSANCE FRAGILE

Dans la course à la croissance, la France a mérité de nombreuses médailles, mais toutes ont leur revers. Aujourd'hui les aspects positifs de l'industrialisation paraissent bien minces en regard de ses retombées négatives. De 1969 à 1973 la croissance aura atteint plus de 30 % mais la hausse des prix est d'environ 35 %. Face à la concurrence internationale, de grands

groupes industriels ont vu le jour mais leur politique propre risque chaque jour de s'opposer à l'intérêt général.

Dans la course à la croissance les Pouvoirs publics français ont engagé toutes les forces du pays, toutes ses ressources, industrielles, culturelles et humaines. Mais cette croissance purement quantitative a mutilé le visage de la cité, orientée par la seule rationalité marchande. Des mégapoles monstrueuses, des nuisances sans nombre, une consommation effrénée de signes de puissance.

De Gaulle avait affirmé : « Expansion, productivité, concurrence, concentration, voilà, bien évidemment, les règles que doit s'imposer l'économie française ». Son successeur a remplacé « économie » par société, politique.

La participation a été réduite à sa seule dimension financière ; la formation permanente, la mensualisation ont produit des résultats certains, mais l'aspiration de la grande masse des travailleurs aux responsabilités a été ignorée ou réprimée brutalement. Bref, un programme ambitieux servi par une absence de décisions politiques, des choix à court terme, un laxisme de tous les instants.

Le 19 janvier 1974, le gouvernement français annonçait sa décision de laisser flotter le franc, pour une période de six mois. Quinze ans de doctrine monétaire étaient abandonnés. La politique du coup par coup devenait une institution. Deux mois plus tard, des mesures sont prises pour lutter contre l'inflation. Politique des revenus, et des profits ? Non, simple « pilotage à courte vue », absence d'imagination, incapacité à prendre des décisions d'envergure ou surtout à les imposer...

Alors, devant la gravité de la situation économique actuelle, on discerne mieux que jamais la fragilité d'une puissance qui peut être sans lendemain, faute d'une pensée et d'une volonté politique durable.

P. D'AYMERIES

**durant toute la campagne présidentielle
commandez, diffusez**

«le projet royaliste»

réunions et points de vente

BREST

Conférence de Bertrand Renouvin le jeudi 18 avril à 20 h. 45, sur « le Projet royaliste » au foyer d'Estienne-d'Orves, boulevard Gambetta. L'auteur dédicacera son livre à la fin de la réunion.

MONTPELLIER

Tous les mercredis matin les étudiants de la N.A.F. tiennent un stand dans le hall de la faculté de Droit. Vous y trouverez l'ensemble de notre presse ainsi que les livres et brochures que nous éditons. Les militants répondront à vos questions et vous donneront tous les renseignements nécessaires pour mieux connaître notre mouvement.

La N.A.F. est en vente :

- Tabac-Journaux Le Havane, rue de la Loge.
- Librairie, 32, rue de l'Université.

ANGERS

Vous trouverez en vente :

- au Pacha, 16, rue d'Alsace, la N.A.F. hebdo.
- Librairie Richer, 6, rue Chaperonnière: le Projet royaliste.
- Librairie des Jeunes, Super M, La Roseraie: la N.A.F. hebdo et le Projet royaliste.
- Maison de la Presse: Arsenal.

les mercredis de la naf

La prochaine réunion aura lieu le mercredi 10 avril à 21 heures. Gérard Leclerc y traitera de « Marx et le marxisme ».

La réunion aura lieu 12, rue du Renard, 75004 Paris (salle du 2^e étage).

communiqué du club de la plaine monceau

Le 18 avril à 20 heures, au restaurant « Le Procope », 13, rue de l'Ancienne-Comédie, 75006 Paris :

Dîner-débat sur le thème « Vivre demain », sous la présidence de M^e G.-P.

Wagner, avec la présence de J.-F. Gravier auteur de « Paris et le désert français ».

Inscriptions au Club de la Plaine Monceau, 13, rue de Saint-Marceaux, 75017 Paris. Participation : 50 F.

camps d'été

Deux camps auront lieu cet été. L'un, du 25 juillet au 9 août à Agde, plutôt axé sur des méthodes nouvelles de propagande et ouvert sur l'extérieur; l'autre du 1^{er} au 11 septembre en Bretagne, dans notre maison de la rue des Aubiers, consacré en grande partie à la formation des militants. Des renseignements pratiques vous seront donnés plus tard mais réservez déjà ces dates !

"poster" maurras

Tirage limité sur papier velin 180 g (format 120 x 90), dimensions du portrait 70 x 50 permettant encadrement.

— Prix unitaire : 16 F franco.

— Envoi groupé par 5 posters : 65 F franco.

— paiement à la commande à l'Action Dauphinoise, 4, square des Postes, 38000 Grenoble. C.C.P. « Action Dauphinoise », 729 90 V Grenoble.

nouveau tract

Un nouveau tract imprimé (format 16 x 25) est disponible.

Tarifs :

100 exemplaires : 8 F (franco 10 F)

500 exemplaires : 35 F (franco 40 F)

1.000 exemplaires : 60 F (franco 65 F)

naf avortement

Un numéro spécial de la N.A.F. consacré au problème de l'avortement est paru. Au moment où va s'ouvrir le débat parlementaire, il est nécessaire que ce numéro spécial de 4 pages soit diffusé abondamment.

Tarif : 1 ex. : 1 F

10 ex. : 5 F

50 ex. : 20 F

100 ex. : 30 F

500 ex. : 110 F

Commandes accompagnées de leur règlement à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. 642-31 Paris.

" un autre maurras "

Il sera tiré de cet ouvrage deux éditions.

La première édition constituera l'édition originale : elle sera tirée sur pur fil Johannot, brochée avec couture pur fil de lin, la couverture sera tirée à part en typographie. Le tirage en sera limité à 100 exemplaires qui ne seront vendus que pendant la durée de la souscription au prix de 65 F.

La seconde édition, tirée sur papier bouffant, constituera l'édition courante de l'ouvrage.

Pour cette édition les prix seront les suivants pendant la souscription :

1 ex. : 25 F (franco),

3 ex. : 65 F (franco),

5 ex. : 100 F (franco),

10 ex. : 170 F (franco).

Après la souscription les prix seront :

1 ex. : 27 F (plus port),

3 ex. : 75 F (plus port),

5 ex. : 115 F (plus port),

10 ex. : 180 F (plus port).

Si vous désirez souscrire à l'une ou l'autre des éditions du livre de Gérard Leclerc, veuillez remplir le bulletin de souscription ci-contre et le renvoyer à l'Institut de Politique Nationale, B.P. 558 - 75026 Paris, Cedex 01. Tous les versements doivent être faits à l'ordre de l'I.P.N., C.C.P. La Source 33 537 41.

Je soussigné, Nom Prénom

Adresse :

Code postal Ville

désire recevoir exemplaires (s) de l'édition courante du livre de G. Leclerc sur Maurras et verse la somme de

désire recevoir exemplaire (s) de l'édition originale numérotée au prix de 65 F et verse pour cela F.

Je vous règle donc la somme totale de par chèque bancaire, chèque postal, mandat, espèces (1).

Date

Signature

C.C.P. La Source 33-537-41.

(1) Rayer les mentions inutiles.

georges pompidou, le courage et l'avenir de l'état

Puissance de métamorphose de la mort... Seul l'amour possède le même pouvoir de cristallisation des sentiments, des émotions, des images. Pour l'homme d'Etat c'est la véritable entrée dans l'Histoire. Mais cette Histoire est-ce la légende ? Est-ce l'avènement de la vérité ? La parole du poète nous murmure : « *Tout homme est une ébauche qui s'achève à mesure que se tient plus près de lui cette mère de la Vérité et de la Beauté : la mort. Elle seule la finira. La Beauté véritable est au terme des choses.* » A défaut donc de la vérité de l'Histoire toujours en suspens, toujours reconstruite, la vérité d'un homme, celle d'une vie semble recevoir de la mort son sceau.

Que le mot courage ait été le plus souvent prononcé pour dire comment Georges Pompidou au travers de ses souffrances affronta les lourdes charges du pouvoir, cela suffit pour marquer sous quel signe il demeurera dans le ciel de l'immortalité subjective qu'est la mémoire des peuples. Mais sur cette vieille terre chrétienne, la mort n'est pas achèvement, elle est nouvelle naissance, promesse de résurrection. C'est pourquoi, contrairement à l'opinion de Robert de Montvallon qui s'indigne dans *le Monde* de la cérémonie de Notre-Dame, je me félicite qu'aient retenti les paroles de l'Apocalypse et celles du Christ aux oreilles de tous les grands de ce monde. Si c'est aussi à la France que va l'hommage des peuples, il est juste que la France chrétienne et royale les accueille et qu'ils soient dispensés d'une ridicule cérémonie laïque et républicaine. Par le peuple des saints de pierre, par le grégorien cher au président défunt, se révélaient la pureté et l'humilité de la beauté signe du sacré.

COURAGE ET POLITIQUE

Puisqu'il faut revenir après avoir salué cette mort, en-deçà du sacré, à la politique, nous n'abandonnerons pas pour autant le courage. L'agnostique Malraux qui pense qu'il y a rupture entre la connaissance et la transcendance, voit dans cette vertu le secret qui investit la geste humaine de quelque absolu. Non, ce n'est pas toujours la mort qui gagne, malgré le mot de Staline à de Gaulle. « *Une vie de courage ne repousse pas de quelques siècles, la mort, comme le fait l'art : elle ne la repousse pas d'une heure. Pourtant le courage traverse les civilisations...* » (1).

La science politique ne contredit pas à son niveau le réaliste des profondeurs. Elle le confirme puissamment dans la mesure où elle montre que le courage est la seule vertu qui caractérise pleinement l'homme d'Etat, le politique. Le professeur Freund a écrit là-dessus des pages décisives : « *Il y a dans le courage à la fois une détermination et une aspiration, une résolution et une espérance. Il met de la constance dans la décision et en même temps, il comporte une énergie et un dynamisme propres...* » (2). S'il est au principe de l'action, il ne convient à proprement parler qu'à l'homme investi du souci de la communauté tout entière et dont l'acte est d'un enjeu formidable. Ainsi, le courage du politique est-il supérieur encore à celui du guerrier.

Georges Pompidou eut-il autant de force d'âme dans la conduite de l'Etat que dans l'épreuve suprême de sa vie ? Impossible de répondre en moraliste à cette question. En effet,

un politique ne peut être courageux que dans la mesure où il est un vrai politique. Il est vain d'avoir de l'énergie, si cette énergie porte à faux par rapport aux intérêts de la cité. Un militaire, héros de bravoure sur les champs de bataille peut se révéler, faute de sens de l'Etat, un pleutre en politique. Préalablement à la question de la force d'âme se pose donc celle de l'aptitude aux affaires publiques.

PROFESSEUR, HOMME D'AFFAIRES...

Georges Pompidou, normalien, agrégé, apparut à vingt-quatre ans à ses élèves du lycée Saint-Charles de Marseille — parmi lesquels notre ami Philippe Sénart — fin lettré, amoureux des poètes, et de cette jeune femme blonde qui l'attendait à la fin de ses cours pour descendre à son bras la Canebière... Des poètes à la politique ? Un peu comme le philosophe roi de Platon ? Non, à vrai dire. Le général de Gaulle a écrit de lui : *bien que son intelligence et sa culture le mettent à la hauteur de toutes les idées...* (cette hauteur, cette culture humaniste indispensables à l'homme d'Etat) *...il est porté, par nature, à considérer surtout le côté pratique des choses.* C'est qu'entre-temps, entre les poètes et les responsabilités politiques, Georges Pompidou a fait ses classes : le Conseil d'Etat, le secrétariat occulte du chef du R.P.F. et la banque Rothschild. A ce dernier poste, il a beaucoup appris. Il a révélé aussi ses talents de gestionnaire. Désormais il possède cette connaissance de l'économie et des rouages de la société industrielle qui manquera toujours à de Gaulle. N'est-ce pas une des raisons pour lesquelles ce dernier l'appelle auprès de lui, le sort brusquement de l'ombre pour en faire son Premier ministre ?

J'ai relu avec beaucoup d'intérêt les pages des *Mémoires d'Espoir* où le premier Président de la V^e République évoque dans quelles circonstances il demanda à Georges Pompidou de succéder à Michel Debré. Il s'agissait après les convulsions des années passées de se plier à une rude période d'adaptation afin de maîtriser l'époque moderne. Pour ce faire, de nombreuses réformes devaient être entreprises. Le chef de l'Etat interviendrait au niveau des grandes impulsions. Le gouvernement devrait suivre de près l'ensemble des mesures. Ainsi poursuit de Gaulle : *Georges Pompidou m'a paru capable et digne de mener l'affaire à mes côtés.* Plus loin : *Les circonstances pèseront assez lourd pour que je l'y maintienne plus longtemps qu'aucun chef de gouvernement ne l'est resté depuis un siècle.*

C'est donc pour une raison précise que le général a appelé l'homme d'affaires : mener à bien le développement économique du pays. La grande question est de savoir si dans l'esprit du chef de l'Etat germait alors la pensée que le Premier ministre possédait également les qualités nécessaires à la suprême direction, celle qu'il assumait et qu'il lui faudrait céder à un autre, le jour venu. Il est difficile de donner une réponse absolue. Mais j'incline vers la négative, fort de quelques témoignages dont celui d'Edgard Pisani.

Il semble bien que de tempérament, de goût, d'aptitude, Georges Pompidou était plus un gestionnaire qu'un politique. Le général l'avait sans aucun doute remarqué. Et l'on peut supposer

qu'il ne vit pas sans quelque déplaisir lui succéder l'homme qu'il n'aurait sans doute pas choisi s'il lui avait été donné de se désigner un successeur.

Président de la République à la suite des péripéties que Pierre Vianson-Ponté a racontées avec minutie, le Premier ministre du général de Gaulle a continué la tâche pour laquelle on lui avait reconnu compétence et maîtrise. Ainsi s'est constitué ce système décrit par Gilles Martinet et auquel tout le monde s'est accordé à reconnaître une efficacité certaine dans l'ordre de la croissance industrielle. Au niveau de la grande politique qui requiert imagination, considération du long terme et des grandes leçons de l'Histoire, Georges Pompidou s'est montré moins assuré, plus prudent, manquant de cette audace propre à l'homme politique, ce courage que le « faible » Louis XVI sut montrer dans le soutien apporté à la jeune Amérique. De même, en ce qui concerne les finalités de la croissance, la définition d'une société émancipée de la rationalité bureaucratique et technocratique, l'ancien normalien ne sut pas oser imaginer et entreprendre.

DESTIN DE L'ETAT GAULLIEN

Malgré ces réserves qui paraîtront sévères, il serait injuste de ne pas reconnaître au président défunt ses qualités, ses vertus paysannes qui servirent au bien du pays. Au lendemain du départ de de Gaulle, sa présence dans la coulisse, en réserve de la République, empêcha le pays de sombrer dans le chaos ou l'anarchie des précédents régimes. Durant cinq années il a su assumer une certaine continuité et l'autorité. Ce n'est pas rien.

Aura-t-il un successeur ? Déjà une chose frappe dans l'indécise empoignade électorale de ces jours de deuil. Le général de Gaulle déclarait bien haut que l'Etat devait être préservé des intrigues des partis. Le gouvernement lui-même devait émaner de l'autorité du Président, sans qu'il soit procédé à une quelconque consultation des formations politiques. En 1969, Georges Pompidou fort de son prestige avait su s'imposer en évitant les jeux des désistements et des combinaisons. Nous n'en sommes plus là : la magistrature suprême est livrée à la brigue la plus sauvage.

Il est hors de doute que l'intention première du fondateur de la V^e République était de restaurer l'Etat. Dans cette entreprise utile, indispensable, il ne réussit qu'à fonder son propre principat. Le régime du principat n'est rationnellement cohérent que s'il assume la succession par la désignation du prince futur du vivant du prince régnant. Cette désignation ne fut pas faite, de Gaulle vivant. Elle n'a pas été faite, Pompidou vivant. Une incohérence fondamentale obère donc l'institution et peut un jour provoquer sa perte.

Nous avons parlé de cohérence rationnelle. Mais cette raison-là n'est pas forcément celle de la vie. La preuve en est que ni de Gaulle ni Pompidou n'ont su rendre réel ce rationnel. C'est que la restauration de l'Etat doit prendre une autre voie. Celle que Philippe Vimeux indique dans ce journal.

Gérard LECLERC

(1) *La tête d'obsidienne*. Gallimard.
(2) *Qu'est-ce que la politique ?* Le Seuil.